



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الاعذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

**MODTAGET  
LEDELSESSEKRETARIATET**

Your Ref.:

Dato 13/4-07 Kl.

29 MAR 2007

Excellency,

I have the honour to enclose, for your information, copies of letters that Mr Jacques Diouf, Director-General of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), has recently sent to the Heads of regional and international parliamentary and interparliamentary institutions in Africa, Europe, Latin America and other parts of the world, seeking their cooperation to raise awareness among parliamentarians and mobilize their support to the efforts of the developing countries to foster agriculture and rural development in order to improve food security and make effective progress in the reduction of hunger and poverty envisaged in the Millennium Development Goals.

The Director-General's letters have been addressed to Heads of the European Parliament, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, the Pan-African Parliament, the Joint Parliamentary Assembly of the European Union and Africa, the Caribbean and Pacific Group of States (ACP), the Latin American Parliament, the Central American Parliament, the Andean Parliament, and the parliamentary and interparliamentary institutions of the Central African Economic and Monetary Union (CEMAC), the East African Community (EAC), the Economic Community of West African States (ECOWAS), the South African Development Community (SADC), and the West African Economic and Monetary Union (UEMOA).

The Director-General underlines in these letters the essential role that parliamentarians can play, both in regional interparliamentary bodies as well as in their respective national parliaments, to enact policies and legislation and devote resources that would promote and support the considerable efforts that many countries concerned are making in favour of agriculture and rural development, a crucial field for reducing hunger and poverty in a developing world where 70 percent of the poor is rural dwellers whose livelihoods depend directly or indirectly on agriculture and related activities. The Director-General proposes to take advantage of seminars, workshops and other parliamentary gatherings to brief parliamentarians on these issues and provide them with solid information and data that would allow them to support effectively the common endeavour against hunger and poverty. FAO is ready to collaborate with the organizing institutions in providing appropriate briefing information and participate in the related discussions, as appropriate.

./..

His Excellency  
Christian Mejdahl  
Speaker  
Danish Parliament  
Copenhagen



The Director-General has requested that these letters be copied to Heads of National Parliaments and the respective agriculture committees, as well as to all major interparliamentary associations, including the Inter-Parliamentary Union, with a view to facilitating interaction among the various institutions in this regard.

Accept, Excellency, the assurance of my highest consideration.



Tesfai Mele  
Assistant Director-General  
Technical Cooperation Department





联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الأمم  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1850

22.12.2006

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer au rôle essentiel que les institutions interparlementaires, particulièrement celles du monde développé, sont appelées à jouer pour renforcer les efforts en matière de développement agricole et rural entrepris par les pays en développement, notamment les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et en particulier en Afrique. Lorsque 70 pour cent des pauvres des pays en développement habitent dans les zones rurales, le développement agricole et rural devient primordial pour obtenir des résultats durables et significatifs dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire pour des centaines de millions de personnes.

Le soutien engagé des parlementaires, aussi bien des pays en développement que des pays développés, et en particulier des pays européens, a contribué en mesure importante au succès du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996 ainsi qu'au Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, en 2002. Leur participation aux diverses activités des deux Sommets, ainsi que la réunion conjointe sur la sécurité alimentaire avec l'Union interparlementaire et les réunions sur ce sujet des commissions pertinentes du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire conjointe ACP-UE ont fait beaucoup pour augmenter la sensibilisation et la volonté politique.

Les images dramatiques que diffusent chaque jour les médias témoignent du manque d'opportunités en matière de moyens de subsistance dans des vastes zones rurales d'Afrique et dans beaucoup de pays du groupe ACP, avec de graves conséquences telles que la vague croissante d'émigration illégale vers le monde développé, souvent dans des conditions désespérées. Cependant, dans la plupart des pays ACP, les ressources destinées à l'agriculture, autant internes qu'externes, sont largement insuffisantes pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire en matière de réduction de la faim et de la pauvreté.

Je me permets par conséquent de vous inviter à étudier de possibles moyens d'engager davantage les parlementaires dans un soutien actif au développement agricole et rural dans les pays ACP, et en particulier en Afrique. Les parlementaires se trouvent dans une position privilégiée pour encourager les gouvernements à redoubler leur soutien au développement

/..

Son Excellence  
Professeur Ali Nouom  
Président  
Parlement de la Communauté économique  
des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)  
Abuja

agricole et rural dans ces régions. Par ailleurs, l'interaction avec les parlements des pays ACP pourrait les aider à assurer, dans le cadre des fonctions de contrôle des organes parlementaires, que ce secteur vital reçoive l'attention nécessaire.

En Afrique, les Chefs d'Etat et de Gouvernement, réunis au Sommet de Maputo en juillet 2003, ont adopté une déclaration qui appelle à la mise en œuvre urgente du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Pour sa mise en œuvre, l'Afrique a besoin de ressources accrues comme complément à son propre engagement de porter la part des budgets nationaux destinée à l'agriculture à 10 pour cent d'ici à 2008. Depuis 2003, la FAO a aidé 51 pays africains à préparer des Programmes nationaux d'investissement à moyen terme (PNIMT) et des Profils de projets d'investissement bancables (PPIB) pour un volume d'investissement de l'ordre de 9,6 milliards de dollars EU. Au Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Banjul en juillet 2006, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont approuvé les PNIMT et les PPIB, ratifié leur rôle central dans la mise en œuvre du PDDAA et souligné la priorité des PPIB dans l'allocation des ressources nationales ainsi que dans la recherche d'assistance financière par les partenaires au développement. Le soutien des pays industrialisés est important pour pouvoir convertir les PNIMT et les PPIB en projets en exécution.

Permettez-moi également de souligner quelques signes inquiétants pour l'ensemble des pays ACP, car le neuvième réapprovisionnement du Fonds européen pour le développement (FED9) n'a destiné que 6,5 pour cent des ressources à l'agriculture et au développement rural, en dépit du fait que plus des deux tiers de la population des pays ACP en dépend pour sa survie. Seul quatre des 78 pays ACP ont indiqué l'agriculture comme priorité dans le cadre du FED9, et 15 seulement y ont placé le développement rural. Je considère que les institutions parlementaires peuvent jouer un rôle actif pour encourager les pays ACP et leurs partenaires européens à se concentrer non seulement sur le secteur social et les infrastructures, mais aussi sur les secteurs productifs comme l'agriculture, qui sont essentiels pour assurer la durée des investissements sociaux. Je souhaiterais également remarquer qu'à plusieurs reprises les réapprovisionnements du FED n'ont pas réussi à déboursier la totalité des ressources, et par conséquent des financements pourraient encore être mis à disposition pour cet important secteur. Un changement dans la bonne direction est clairement possible.

Vous pourriez encourager vos collègues parlementaires, autant au sein des institutions parlementaires régionales que des parlements nationaux, à adopter des mesures législatives, à orienter les options en matière de politiques, à approuver des budgets adéquats et à exercer leur fonction de contrôle afin de donner une impulsion aux programmes de développement agricole. Dans le cas de l'Afrique, cela signifie la mise en œuvre urgente du PDDAA et l'allocation de ressources budgétaires adéquates tel que décidé à Maputo. La FAO est prête à collaborer à ce propos avec les institutions et groupements interparlementaires, par exemple à l'occasion de séminaires, d'atelier et de réunions conjointes qui permettraient d'informer les législateurs et leur fournir des renseignements et des données solides pour défendre au sein de leurs institutions respectives la cause d'une plus grande priorité et un plus grand soutien à l'agriculture et au développement rural.

Je suis convaincu que, de cette façon, le Parlement de la CEDEAO pourrait contribuer effectivement à soulager des centaines de millions de personnes de la faim et la pauvreté qui sont leur sort quotidien.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

**Jacques Diouf**  
(Directeur général)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الغذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1850

22.12.2006

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer au rôle essentiel que les institutions interparlementaires, particulièrement celles du monde développé, sont appelées à jouer pour renforcer les efforts en matière de développement agricole et rural entrepris par les pays en développement, notamment les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et en particulier en Afrique. Lorsque 70 pour cent des pauvres des pays en développement habitent dans les zones rurales, le développement agricole et rural devient primordial pour obtenir des résultats durables et significatifs dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire pour des centaines de millions de personnes.

Le soutien engagé des parlementaires, aussi bien des pays en développement que des pays développés, et en particulier des pays européens, a contribué en mesure importante au succès du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996 ainsi qu'au Sommet mondial de l'alimentation: *cing ans après*, en 2002. Leur participation aux diverses activités des deux Sommets, ainsi que la réunion conjointe sur la sécurité alimentaire avec l'Union interparlementaire et les réunions sur ce sujet des commissions pertinentes du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire conjointe ACP-UE ont fait beaucoup pour augmenter la sensibilisation et la volonté politique.

Les images dramatiques que diffusent chaque jour les médias témoignent du manque d'opportunités en matière de moyens de subsistance dans des vastes zones rurales d'Afrique et dans beaucoup de pays du groupe ACP, avec de graves conséquences telles que la vague croissante d'émigration illégale vers le monde développé, souvent dans des conditions désespérées. Cependant, dans la plupart des pays ACP, les ressources destinées à l'agriculture, autant internes qu'externes, sont largement insuffisantes pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire en matière de réduction de la faim et de la pauvreté.

Je me permets par conséquent de vous inviter à étudier de possibles moyens d'engager davantage les parlementaires dans un soutien actif au développement agricole et rural dans les pays ACP, et en particulier en Afrique. Les parlementaires se trouvent dans une position privilégiée pour encourager les gouvernements à redoubler leur soutien au développement agricole

/..

Monsieur Seiny Issakou  
Président  
Commission interparlementaire de la  
Communauté économique et monétaire  
de l'Afrique Centrale (CEMAC)  
Malabo

et rural dans ces régions. Par ailleurs, l'interaction avec les parlements des pays ACP pourrait les aider à assurer, dans le cadre des fonctions de contrôle des organes parlementaires, que ce secteur vital reçoive l'attention nécessaire.

En Afrique, les Chefs d'Etat et de Gouvernement, réunis au Sommet de Maputo en juillet 2003, ont adopté une déclaration qui appelle à la mise en œuvre urgente du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Pour sa mise en œuvre, l'Afrique a besoin de ressources accrues comme complément à son propre engagement de porter la part des budgets nationaux destinée à l'agriculture à 10 pour cent d'ici à 2008. Depuis 2003, la FAO a aidé 51 pays africains à préparer des Programmes nationaux d'investissement à moyen terme (PNIMT) et des Profils de projets d'investissement bancables (PPIB) pour un volume d'investissement de l'ordre de 9,6 milliards de dollars EU. Au Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Banjul en juillet 2006, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont approuvé les PNIMT et les PPIB, ratifié leur rôle central dans la mise en œuvre du PDDAA et souligné la priorité des PPIB dans l'allocation des ressources nationales ainsi que dans la recherche d'assistance financière par les partenaires au développement. Le soutien des pays industrialisés est important pour pouvoir convertir les PNIMT et les PPIB en projets en exécution.

Permettez-moi également de souligner quelques signes inquiétants pour l'ensemble des pays ACP, car le neuvième réapprovisionnement du Fonds européen pour le développement (FED9) n'a destiné que 6,5 pour cent des ressources à l'agriculture et au développement rural, en dépit du fait que plus des deux tiers de la population des pays ACP en dépend pour sa survie. Seul quatre des 78 pays ACP ont indiqué l'agriculture comme priorité dans le cadre du FED9, et 15 seulement y ont placé le développement rural. Je considère que les institutions parlementaires peuvent jouer un rôle actif pour encourager les pays ACP et leurs partenaires européens à se concentrer non seulement sur le secteur social et les infrastructures, mais aussi sur les secteurs productifs comme l'agriculture, qui sont essentiels pour assurer la durée des investissements sociaux. Je souhaiterais également remarquer qu'à plusieurs reprises les réapprovisionnements du FED n'ont pas réussi à déboursier la totalité des ressources, et par conséquent des financements pourraient encore être mis à disposition pour cet important secteur. Un changement dans la bonne direction est clairement possible.

Vous pourriez encourager vos collègues parlementaires, autant au sein des institutions parlementaires régionales que des parlements nationaux, à adopter des mesures législatives, à orienter les options en matière de politiques, à approuver des budgets adéquats et à exercer leur fonction de contrôle afin de donner une impulsion aux programmes de développement agricole. Dans le cas de l'Afrique, cela signifie la mise en œuvre urgente du PDDAA et l'allocation de ressources budgétaires adéquates tel que décidé à Maputo. La FAO est prête à collaborer à ce propos avec les institutions et groupements interparlementaires, par exemple à l'occasion de séminaires, d'atelier et de réunions conjointes qui permettraient d'informer les législateurs et leur fournir des renseignements et des données solides pour défendre au sein de leurs institutions respectives la cause d'une plus grande priorité et un plus grand soutien à l'agriculture et au développement rural.



Je suis convaincu que, de cette façon, la Commission Interparlementaire de la CEMAC pourrait contribuer effectivement à soulager des centaines de millions de personnes de la faim et la pauvreté qui sont leur sort quotidien.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

**Jacques Diouf**  
(Directeur général)





联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الاعذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1849

22.12.2006

Sir,

I have the honour to refer to the essential role that inter-parliamentary institutions, in particular from the developed world, are called to play in strengthening the agriculture and rural development efforts of the developing countries, in particular the members of the Africa, Caribbean and Pacific Group (ACP) and especially in Africa. When 70 percent of the poor in the developing world live in rural areas, agriculture and rural development become crucial for achieving meaningful, sustainable results in reducing poverty and improving food security for hundreds of millions of people.

The committed support of parliamentarians from both developing and developed countries, and in particular from European countries, was instrumental in the success of the World Food Summit held in Rome in 1996 and the World Food Summit five years later, in 2002. Their participation in the various activities of both Summits, as well as the joint meeting on food security with the Inter-Parliamentary Union and the meetings on this subject of the relevant commissions of the European Parliament and of the ACP-EU Parliamentary Assembly, have done much to increase awareness and political will.

The dramatic images broadcast every day by the media bear witness to the lack of livelihood opportunities in the vast rural areas of Africa and many ACP countries, with serious consequences like the rising tide of illegal emigration towards the developed world, often under desperate conditions. Yet in all ACP countries, both domestic and external resource allocations for agriculture fall far short of what is needed to achieve the Millennium Development Goal of reducing hunger and poverty.

I am therefore appealing to you to explore possible avenues for further engaging parliamentarians in active advocacy and support for agriculture and rural development in the ACP countries, particularly in Africa. Members of Parliament are uniquely well placed to encourage governments to increase their support to agriculture and rural development in those regions. Moreover, interaction with the ACP parliaments could be instrumental in helping them to ensure, within their policy oversight role, that adequate attention is given to this crucial sector.

/..

The Honourable  
Amusaa K. Mwanamwambwa  
Chairperson and Speaker  
South African Development Community (SADC)  
Parliamentary Forum  
Windhoek

In Africa, the Heads of State and Government, at their Summit in Maputo in July 2003, adopted a declaration calling for the urgent implementation of the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) under the New Partnership for Africa's Development (NEPAD). To implement it, Africa needs increased resources to supplement its own commitment to achieve a 10 percent allocation of national budgets to agriculture by 2008. Since 2002, FAO has assisted 51 African countries in preparing National Medium-Term Investment Programmes (NMTIPs) and related Bankable Investment Project Profiles (BIPPs) with a total investment of some US\$9.6 billion. At the African Union Summit, held in Banjul in July 2006, the Heads of State and Government endorsed the NMTIPs and BIPPs, reaffirmed their central role in implementing the CAADP at country level, and stressed the priority of the BIPPs in the allocation of domestic resources and in seeking financial assistance from development partners. The support of industrialized countries is important to translate these NMTIPs and BIPPs into actually implemented projects.

Allow me to also highlight some worrying signals for the ACP countries in general, where the ninth replenishment of the European Development Fund (EDF9) allocated only 6.5 percent to agriculture and rural development, despite the fact that over two-thirds of the ACP population live in rural areas and depend on agricultural sector for their livelihood. Moreover, under EDF9, only four of the 78 ACP countries prioritized agriculture and only 15 prioritized rural development. I believe that parliamentary institutions can play an active role in encouraging the ACP countries and their European partners to focus not only on social sectors and infrastructure, but also on productive sectors, like agriculture, that are essential to sustain social investment. I should also note that repeated replenishments of the EDF are unable to be fully spent and funding could therefore be made available for this important sector. A positive change is clearly possible.

You may wish to direct efforts at encouraging European institutions, but also fellow parliamentarians in the ACP states, to adopt legislation, guide policy choices, approve adequate budgets, and exercise oversight to foster agricultural development programmes. In the case of Africa, this would mean urgent implementation of the CAADP and sustained allocation of adequate national budgets as agreed upon in Maputo. FAO is ready to cooperate with inter-parliamentary groups and institutions in this regard, for example, by taking advantage of seminars, workshops and joint meetings to brief the legislators and provide them with solid information and data to sustain the case for greater priority and increased support for agriculture and rural development in their respective institutions.

I believe that, in this way, the SADC Parliamentary Forum would effectively contribute to uplifting hundreds of millions of the poor out of the hunger and poverty that is their daily lot.

Yours sincerely,

**Jacques Diouf**  
(Director-General)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الغذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1850

22.12.2006

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer au rôle essentiel que les institutions interparlementaires, particulièrement celles du monde développé, sont appelées à jouer pour renforcer les efforts en matière de développement agricole et rural entrepris par les pays en développement, notamment les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et en particulier en Afrique. Lorsque 70 pour cent des pauvres des pays en développement habitent dans les zones rurales, le développement agricole et rural devient primordial pour obtenir des résultats durables et significatifs dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire pour des centaines de millions de personnes.

Le soutien engagé des parlementaires, aussi bien des pays en développement que des pays développés, et en particulier des pays européens, a contribué en mesure importante au succès du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996 ainsi qu'au Sommet mondial de l'alimentation: *cing ans après*, en 2002. Leur participation aux diverses activités des deux Sommets, ainsi que la réunion conjointe sur la sécurité alimentaire avec l'Union interparlementaire et les réunions sur ce sujet des commissions pertinentes du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire conjointe ACP-UE ont fait beaucoup pour augmenter la sensibilisation et la volonté politique.

Les images dramatiques que diffusent chaque jour les médias témoignent du manque d'opportunités en matière de moyens de subsistance dans des vastes zones rurales d'Afrique et dans beaucoup de pays du groupe ACP, avec de graves conséquences telles que la vague croissante d'émigration illégale vers le monde développé, souvent dans des conditions désespérées. Cependant, dans la plupart des pays ACP, les ressources destinées à l'agriculture, autant internes qu'externes, sont largement insuffisantes pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire en matière de réduction de la faim et de la pauvreté.

Je me permets par conséquent de vous inviter à étudier de possibles moyens d'engager davantage les parlementaires dans un soutien actif au développement agricole et rural dans les pays ACP, et en particulier en Afrique. Les parlementaires se trouvent dans une position privilégiée pour encourager les gouvernements à redoubler leur soutien au développement agricole et rural dans ces régions. Par ailleurs, l'interaction avec les parlements des pays ACP

./..

Monsieur Mahamane Ousmane  
Président  
Comité interparlementaire de l'Union  
économique et monétaire ouest-africaine  
(UEMOA)  
Ouagadougou

pourrait les aider à assurer, dans le cadre des fonctions de contrôle des organes parlementaires, que ce secteur vital reçoive l'attention nécessaire.

En Afrique, les Chefs d'Etat et de Gouvernement, réunis au Sommet de Maputo en juillet 2003, ont adopté une déclaration qui appelle à la mise en œuvre urgente du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Pour sa mise en œuvre, l'Afrique a besoin de ressources accrues comme complément à son propre engagement de porter la part des budgets nationaux destinée à l'agriculture à 10 pour cent d'ici à 2008. Depuis 2003, la FAO a aidé 51 pays africains à préparer des Programmes nationaux d'investissement à moyen terme (PNIMT) et des Profils de projets d'investissement bancables (PPIB) pour un volume d'investissement de l'ordre de 9,6 milliards de dollars EU. Au Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Banjul en juillet 2006, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont approuvé les PNIMT et les PPIB, ratifié leur rôle central dans la mise en œuvre du PDDAA et souligné la priorité des PPIB dans l'allocation des ressources nationales ainsi que dans la recherche d'assistance financière par les partenaires au développement. Le soutien des pays industrialisés est important pour pouvoir convertir les PNIMT et les PPIB en projets en exécution.

Permettez-moi également de souligner quelques signes inquiétants pour l'ensemble des pays ACP, car le neuvième réapprovisionnement du Fonds européen pour le développement (FED9) n'a destiné que 6,5 pour cent des ressources à l'agriculture et au développement rural, en dépit du fait que plus des deux tiers de la population des pays ACP en dépend pour sa survie. Seul quatre des 78 pays ACP ont indiqué l'agriculture comme priorité dans le cadre du FED9, et 15 seulement y ont placé le développement rural. Je considère que les institutions parlementaires peuvent jouer un rôle actif pour encourager les pays ACP et leurs partenaires européens à se concentrer non seulement sur le secteur social et les infrastructures, mais aussi sur les secteurs productifs comme l'agriculture, qui sont essentiels pour assurer la durée des investissements sociaux. Je souhaiterais également remarquer qu'à plusieurs reprises les réapprovisionnements du FED n'ont pas réussi à déboursier la totalité des ressources, et par conséquent des financements pourraient encore être mis à disposition pour cet important secteur. Un changement dans la bonne direction est clairement possible.

Vous pourriez encourager vos collègues parlementaires, autant au sein des institutions parlementaires régionales que des parlements nationaux, à adopter des mesures législatives, à orienter les options en matière de politiques, à approuver des budgets adéquats et à exercer leur fonction de contrôle afin d'impulser les programmes de développement agricole au niveau national et régional. En l'Afrique, cela signifie la mise en œuvre urgente du PDDAA et l'allocation de ressources budgétaires conséquentes comme accordé à Maputo. La FAO est prête à collaborer à ce propos avec les institutions et groupements interparlementaires, par exemple à l'occasion de séminaires, d'atelier et de réunions conjointes qui permettraient d'informer les législateurs et leur fournir des renseignements et des données solides pour défendre au sein de leurs institutions respectives la cause d'une plus grande priorité et un plus grand soutien à l'agriculture et au développement rural.

Je suis convaincu que, de cette façon, le Comité interparlementaire de l'UEMOA pourrait contribuer effectivement à soulager des centaines de millions de personnes de la faim et la pauvreté qui sont leur sort quotidien.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

**Jacques Diouf**  
(Directeur général)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الغذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/07/34

16.I.2007

Excelentísimo Señor:

Tengo el honor de referirme al eminente papel que corresponde a los órganos parlamentarios e interparlamentarios regionales en el apoyo y consolidación de los esfuerzos de los países en desarrollo, especialmente en la Comunidad Andina para potenciar el desarrollo agrícola y rural, premisa esencial para obtener resultados significativos y duraderos en la lucha contra el hambre y la pobreza toda vez que el 70 por ciento de los pobres del mundo en desarrollo viven en áreas rurales.

El comprometido apoyo de los parlamentarios, tanto de los países en desarrollo como de los países desarrollados, influyó de manera particular en el éxito de la Cumbre Mundial sobre la Alimentación celebrada en Roma en 1996, al igual que en la sucesiva Cumbre Mundial sobre la Alimentación: cinco años después, realizada en 2002. La participación de los parlamentarios en diversas actividades de ambas Cumbres, así como la reunión conjunta sobre seguridad alimentaria con la Unión Interparlamentaria y las reuniones al respecto de las comisiones pertinentes del Parlamento Europeo y otras asambleas parlamentarias regionales, han hecho mucho para elevar la sensibilidad y la voluntad política al respecto.

Las dramáticas imágenes que transmiten cada día los medios de comunicación testimonian la falta de oportunidades de vida digna y de progreso de las poblaciones rurales en numerosos países del mundo, inclusive en la Comunidad Andina, con graves consecuencias como la creciente emigración hacia las ciudades y hacia los países desarrollados, a menudo en circunstancias penosas o desesperadas. Pese a ello, en muchos de esos países los recursos internos y externos asignados a la agricultura y al desarrollo rural son de lejos insuficientes para alcanzar los Objetivos de Desarrollo del Milenio en materia de reducción del hambre y la pobreza.

Me permito por ello apelar a su sensible criterio y elevada posición para visualizar posibles medios de redoblar el compromiso de los parlamentarios en un apoyo activo al desarrollo agrícola y rural en los países de la región. Los parlamentarios ocupan una posición única para alentar a los gobiernos a aumentar los recursos destinados a la agricultura y al desarrollo rural y la interacción con los parlamentos nacionales puede ayudar a conseguir una adecuada atención a este sector crucial, especialmente en vista de los importantes procesos de integración y tratados de libre comercio actualmente en curso.

/..

Excmo. Sr.  
Don Luis Fernando Duque García  
Presidente  
Parlamento Andino  
Santafé de Bogotá

Programas e iniciativas de gran envergadura se han puesto en marcha en los últimos años. En América Latina, junto a importantes programas nacionales, destaca la iniciativa América Latina y el Caribe sin Hambre 2025, a la que la FAO brinda un conspicuo apoyo técnico y que apunta a lograr un esfuerzo sostenido en el tiempo y los recursos, convirtiendo las políticas y programas de seguridad alimentaria en políticas de Estado, con el más alto rango y prioridad y por encima de las contingencias. Ello requiere movilizar la conciencia y la voluntad de los sectores activos de la sociedad y muy especialmente de los parlamentarios, que tienen la responsabilidad de votar los presupuestos y aprobar las políticas fundamentales de sus países.

Sería por ello muy importante si pudiera dirigir sus esfuerzos a alentar a sus colegas parlamentarios, tanto en los órganos parlamentarios regionales como en los parlamentos nacionales, a adoptar legislaciones, orientar opciones en materia de políticas, adoptar presupuestos adecuados y ejercer su función de control a fin de potenciar los programas de desarrollo agrario a nivel nacional y regional. La FAO está pronta a colaborar en ese sentido con los organismos interparlamentarios, por ejemplo aprovechando seminarios, talleres y reuniones conjuntas para informar detalladamente a los legisladores y brindarles datos e informaciones sólidas que les permitan sostener el caso en favor de una mayor prioridad y apoyo a la agricultura y al desarrollo rural en sus respectivas instituciones.

Tengo la convicción de que, de esta manera, el Parlamento Andino ayudaría de modo concreto y efectivo a sacar a millones de ciudadanos del hambre y la pobreza que presiden su existencia cotidiana.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a usted el testimonio de mi distinguida consideración.

**Jacques Diouf**  
(Director General)





联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الغذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/07/33

16.I.2007

Excelentísimo Señor:

Tengo el honor de referirme al eminente papel que corresponde a los órganos parlamentarios e interparlamentarios regionales en el apoyo y consolidación de los esfuerzos de los países en desarrollo, especialmente en Centroamérica para potenciar el desarrollo agrícola y rural, premisa esencial para obtener resultados significativos y duraderos en la lucha contra el hambre y la pobreza toda vez que el 70 por ciento de los pobres del mundo en desarrollo viven en áreas rurales.

El comprometido apoyo de los parlamentarios, tanto de los países en desarrollo como de los países desarrollados, influyó de manera particular en el éxito de la Cumbre Mundial sobre la Alimentación celebrada en Roma en 1996, al igual que en la sucesiva Cumbre Mundial sobre la Alimentación: cinco años después, realizada en 2002. La participación de los parlamentarios en diversas actividades de ambas Cumbres, así como la reunión conjunta sobre seguridad alimentaria con la Unión Interparlamentaria y las reuniones al respecto de las comisiones pertinentes del Parlamento Europeo y otras asambleas parlamentarias regionales, han hecho mucho para elevar la sensibilidad y la voluntad política al respecto.

Las dramáticas imágenes que transmiten cada día los medios de comunicación testimonian la falta de oportunidades de vida digna y de progreso de las poblaciones rurales en numerosos países del mundo, inclusive en Centroamérica, con graves consecuencias como la creciente emigración hacia las ciudades y hacia los países desarrollados, a menudo en circunstancias penosas o desesperadas. Pese a ello, en muchos de esos países los recursos internos y externos asignados a la agricultura y al desarrollo rural son de lejos insuficientes para alcanzar los Objetivos de Desarrollo del Milenio en materia de reducción del hambre y la pobreza.

Me permito por ello apelar a su sensible criterio y elevada posición para visualizar posibles medios de redoblar el compromiso de los parlamentarios en un apoyo activo al desarrollo agrícola y rural en los países de la región. Los parlamentarios ocupan una posición única para alentar a los gobiernos a aumentar los recursos destinados a la agricultura y al desarrollo rural y la interacción con los parlamentos nacionales puede ayudar a conseguir una adecuada atención a este sector crucial, especialmente en vista de los importantes procesos de integración y tratados de libre comercio actualmente en curso.

/..

Excmo. Sr.  
Don Ciro Cruz Zepeda  
Presidente  
Parlamento Centroamericano  
PARLACEN  
Ciudad de Guatemala

Programas e iniciativas de gran envergadura se han puesto en marcha en los últimos años. En América Latina, junto a importantes programas nacionales, destaca la iniciativa América Latina y el Caribe sin Hambre 2025, a la que la FAO brinda un conspicuo apoyo técnico y que apunta a lograr un esfuerzo sostenido en el tiempo y los recursos, convirtiendo las políticas y programas de seguridad alimentaria en políticas de Estado, con el más alto rango y prioridad y por encima de las contingencias. Ello requiere movilizar la conciencia y la voluntad de los sectores activos de la sociedad y muy especialmente de los parlamentarios, que tienen la responsabilidad de votar los presupuestos y aprobar las políticas fundamentales de sus países.

Sería por ello muy importante si pudiera dirigir sus esfuerzos a alentar a sus colegas parlamentarios, tanto en los órganos parlamentarios regionales como en los parlamentos nacionales, a adoptar legislaciones, orientar opciones en materia de políticas, adoptar presupuestos adecuados y ejercer su función de control a fin de potenciar los programas de desarrollo agrario a nivel nacional y regional. La FAO está pronta a colaborar en ese sentido con los organismos interparlamentarios, por ejemplo aprovechando seminarios, talleres y reuniones conjuntas para informar detalladamente a los legisladores y brindarles datos e informaciones sólidas que les permitan sostener el caso en favor de una mayor prioridad y apoyo a la agricultura y al desarrollo rural en sus respectivas instituciones.

Tengo la convicción de que, de esta manera, el Parlamento Centroamericano PARLACEN ayudaría de modo concreto y efectivo a sacar a millones de ciudadanos del hambre y la pobreza que presiden su existencia cotidiana.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a usted el testimonio de mi distinguida consideración.

**Jacques Diouf**  
(Director General)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الأمم  
المتحدة  
للزراعة  
والغذاء

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/07/35

16.I.2007

Excelentísimo Señor:

Tengo el honor de referirme al eminente papel que corresponde a los órganos parlamentarios e interparlamentarios regionales en el apoyo y consolidación de los esfuerzos de los países en desarrollo, especialmente en América Latina para potenciar el desarrollo agrícola y rural, premisa esencial para obtener resultados significativos y duraderos en la lucha contra el hambre y la pobreza toda vez que el 70 por ciento de los pobres del mundo en desarrollo viven en áreas rurales.

El comprometido apoyo de los parlamentarios, tanto de los países en desarrollo como de los países desarrollados, influyó de manera particular en el éxito de la Cumbre Mundial sobre la Alimentación celebrada en Roma en 1996, al igual que en la sucesiva Cumbre Mundial sobre la Alimentación: cinco años después, realizada en 2002. La participación de los parlamentarios en diversas actividades de ambas Cumbres, así como la reunión conjunta sobre seguridad alimentaria con la Unión Interparlamentaria y las reuniones al respecto de las comisiones pertinentes del Parlamento Europeo y otras asambleas parlamentarias regionales, han hecho mucho para elevar la sensibilidad y la voluntad política al respecto.

Las dramáticas imágenes que transmiten cada día los medios de comunicación testimonian la falta de oportunidades de vida digna y de progreso de las poblaciones rurales en numerosos países del mundo, inclusive en América Latina, con graves consecuencias como la creciente emigración hacia las ciudades y hacia los países desarrollados, a menudo en circunstancias penosas o desesperadas. Pese a ello, en muchos de esos países los recursos internos y externos asignados a la agricultura y al desarrollo rural son de lejos insuficientes para alcanzar los Objetivos de Desarrollo del Milenio en materia de reducción del hambre y la pobreza.

Me permito por ello apelar a su sensible criterio y elevada posición para visualizar posibles medios de redoblar el compromiso de los parlamentarios en un apoyo activo al desarrollo agrícola y rural en los países de la región. Los parlamentarios ocupan una posición única para alentar a los gobiernos a aumentar los recursos destinados a la agricultura y al desarrollo rural y la interacción con los parlamentos nacionales puede ayudar a conseguir una adecuada atención a este sector crucial, especialmente en vista de los importantes procesos de integración y tratados de libre comercio actualmente en curso.

/..

Excmo. Sr.  
Don Jorge Pizarro Soto  
Presidente  
Parlamento Latinoamericano  
São Paulo

Programas e iniciativas de gran envergadura se han puesto en marcha en los últimos años. En América Latina, junto a importantes programas nacionales, destaca la iniciativa América Latina y el Caribe sin Hambre 2025, a la que la FAO brinda un conspicuo apoyo técnico y que apunta a lograr un esfuerzo sostenido en el tiempo y los recursos, convirtiendo las políticas y programas de seguridad alimentaria en políticas de Estado, con el más alto rango y prioridad y por encima de las contingencias. Ello requiere movilizar la conciencia y la voluntad de los sectores activos de la sociedad y muy especialmente de los parlamentarios, que tienen la responsabilidad de votar los presupuestos y aprobar las políticas fundamentales de sus países.

Sería por ello muy importante si pudiera dirigir sus esfuerzos a alentar a sus colegas parlamentarios, tanto en los órganos parlamentarios regionales como en los parlamentos nacionales, a adoptar legislaciones, orientar opciones en materia de políticas, adoptar presupuestos adecuados y ejercer su función de control a fin de potenciar los programas de desarrollo agrario a nivel nacional y regional. La FAO está pronta a colaborar en ese sentido con los organismos interparlamentarios, por ejemplo aprovechando seminarios, talleres y reuniones conjuntas para informar detalladamente a los legisladores y brindarles datos e informaciones sólidas que les permitan sostener el caso en favor de una mayor prioridad y apoyo a la agricultura y al desarrollo rural en sus respectivas instituciones.

Tengo la convicción de que, de esta manera, el Parlamento Latinoamericano ayudaría de modo concreto y efectivo a sacar a millones de ciudadanos del hambre y la pobreza que presiden su existencia cotidiana.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a usted el testimonio de mi distinguida consideración.

**Jacques Diouf**  
(Director General)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الاعذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1849

22.12.2006

Sir,

I have the honour to refer to the essential role that inter-parliamentary institutions, in particular from the developed world, are called to play in strengthening the agriculture and rural development efforts of the developing countries, in particular the members of the Africa, Caribbean and Pacific Group (ACP) and especially in Africa. When 70 percent of the poor in the developing world live in rural areas, agriculture and rural development become crucial for achieving meaningful, sustainable results in reducing poverty and improving food security for hundreds of millions of people.

The committed support of parliamentarians from both developing and developed countries, and in particular from European countries, was instrumental in the success of the World Food Summit held in Rome in 1996 and the World Food Summit five years later, in 2002. Their participation in the various activities of both Summits, as well as the joint meeting on food security with the Inter-Parliamentary Union and the meetings on this subject of the relevant commissions of the European Parliament and of the ACP-EU Parliamentary Assembly, have done much to increase awareness and political will.

The dramatic images broadcast every day by the media bear witness to the lack of livelihood opportunities in the vast rural areas of Africa and many ACP countries, with serious consequences like the rising tide of illegal emigration towards the developed world, often under desperate conditions. Yet in all ACP countries, both domestic and external resource allocations for agriculture fall far short of what is needed to achieve the Millennium Development Goal of reducing hunger and poverty.

I am therefore appealing to you to explore possible avenues for further engaging parliamentarians in active advocacy and support for agriculture and rural development in the ACP countries, particularly in Africa. Members of Parliament are uniquely well placed to encourage governments to increase their support to agriculture and rural development in those regions. Moreover, interaction with the ACP parliaments could be instrumental in helping them to ensure, within their policy oversight role, that adequate attention is given to this crucial sector.

/..

The Honourable  
René van der Linden  
President  
Parliamentary Assembly of the Council of Europe  
Strasbourg

In Africa, the Heads of State and Government, at their Summit in Maputo in July 2003, adopted a declaration calling for the urgent implementation of the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) under the New Partnership for Africa's Development (NEPAD). To implement it, Africa needs increased resources to supplement its own commitment to achieve a 10 percent allocation of national budgets to agriculture by 2008. Since 2002, FAO has assisted 51 African countries in preparing National Medium-Term Investment Programmes (NMTIPs) and related Bankable Investment Project Profiles (BIPPs) with a total investment of some US\$9.6 billion. At the African Union Summit, held in Banjul in July 2006, the Heads of State and Government endorsed the NMTIPs and BIPPs, reaffirmed their central role in implementing the CAADP at country level, and stressed the priority of the BIPPs in the allocation of domestic resources and in seeking financial assistance from development partners. The support of industrialized countries is important to translate these NMTIPs and BIPPs into actually implemented projects.

Allow me to also highlight some worrying signals for the ACP countries in general, where the ninth replenishment of the European Development Fund (EDF9) allocated only 6.5 percent to agriculture and rural development, despite the fact that over two-thirds of the ACP population live in rural areas and depend on agricultural sector for their livelihood. Moreover, under EDF9, only four of the 78 ACP countries prioritized agriculture and only 15 prioritized rural development. I believe that parliamentary institutions can play an active role in encouraging the ACP countries and their European partners to focus not only on social sectors and infrastructure, but also on productive sectors, like agriculture, that are essential to sustain social investment. I should also note that repeated replenishments of the EDF are unable to be fully spent and funding could therefore be made available for this important sector. A positive change is clearly possible.

You may wish to direct efforts at encouraging European institutions, but also fellow parliamentarians in the ACP states, to adopt legislation, guide policy choices, approve adequate budgets, and exercise oversight to foster agricultural development programmes. In the case of Africa, this would mean urgent implementation of the CAADP and sustained allocation of adequate national budgets as agreed upon in Maputo. FAO is ready to cooperate with inter-parliamentary groups and institutions in this regard, for example, by taking advantage of seminars, workshops and joint meetings to brief the legislators and provide them with solid information and data to sustain the case for greater priority and increased support for agriculture and rural development in their respective institutions.

I believe that, in this way, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe would effectively contribute to uplifting hundreds of millions of the poor out of the hunger and poverty that is their daily lot.

Yours sincerely,

**Jacques Diouf**  
(Director-General)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الاغذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1851

22.12.2006

Excelentísimo Señor:

Tengo el honor de referirme al papel esencial que cabe desempeñar a las instituciones interparlamentarias, en especial las del mundo desarrollado, para potenciar los esfuerzos en materia de desarrollo agrícola y rural de los países en desarrollo, en particular los miembros del grupo de Africa, Caribe y el Pacífico (ACP) y especialmente en Africa. Toda vez que el 70 por ciento de los pobres del mundo en desarrollo vive en áreas rurales, el desarrollo agrícola y rural resulta vital para lograr resultados significativos y sostenibles en la reducción de la pobreza y el mejoramiento de la seguridad alimentaria para cientos de millones de personas.

El comprometido apoyo de parlamentarios tanto de países en desarrollo como de países desarrollados y en particular de países europeos, resultó muy importante para el éxito de la Cumbre Mundial sobre la Alimentación realizada en Roma en 1996 y de la Cumbre Mundial sobre la Alimentación: cinco años después, celebrada en 2002. Su participación en las diversas actividades de ambas Cumbres, así como la reunión conjunta sobre seguridad alimentaria con la Unión Interparlamentaria y las reuniones sobre el tema de las comisiones pertinentes del Parlamento Europeo y de la Asamblea Parlamentaria Conjunta UE-ACP, han hecho mucho para generar conciencia y voluntad política al respecto.

Las dramáticas imágenes que difunden cotidianamente los medios de comunicación testimonian de la falta de oportunidades de vida y progreso en vastas zonas rurales de Africa y en muchos otros países ACP, con serias consecuencias como la creciente oleada migratoria hacia los países desarrollados, en condiciones penosas y a menudo desesperadas. Pese a ello, en los países ACP los recursos asignados a la agricultura, tanto internos como externos, son más que insuficientes frente a lo que se necesita para cumplir con el Objetivo de Desarrollo del Milenio en materia de reducción del hambre y la pobreza.

Me permito por ello invitarle a explorar posibles vías para comprometer aún más a los parlamentarios en un activo apoyo a la agricultura y el desarrollo rural en los países ACP, especialmente en Africa. Los parlamentarios ocupan una posición privilegiada para alentar a los gobiernos a aumentar su apoyo a la agricultura y el desarrollo rural en esas regiones. A su vez, la interacción con los parlamentos del grupo ACP contribuiría a asegurar, mediante la función de supervisión parlamentaria, que se preste adecuada atención a este sector vital.

/..

Excmo. Sr.  
Don Josep Borrell Fontelles  
Presidente  
Parlamento Europeo  
Bruselas

En África, los Jefes de Estado y de Gobierno, en la Cumbre de Maputo de julio de 2003, adoptaron una declaración para la urgente aplicación del Programa General de Desarrollo de la Agricultura en Africa (PGDAA), en el marco de la nueva Iniciativa para el Desarrollo de Africa (NEPAD). Para ejecutar dicho Programa, Africa necesita mayores recursos que complementen su propio compromiso de llegar para el año 2008 a asignar el 10 por ciento de los presupuestos nacionales a la agricultura. Desde 2002, la FAO ha ayudado a 51 países africanos a preparar Programas Nacionales de Inversión a Mediano Plazo (PNIMP) y Perfiles de Proyectos de Inversión Bancables (PPIB) por un volumen de inversión total del orden de 9 600 millones de dólares EU. En la Cumbre de la Unión Africana celebrada en Banjul en julio de 2006, los Jefes de Estado y de Gobierno dieron su acuerdo a los PNIMP y los PPIB, reafirmaron su papel central en la ejecución del PGDAA a nivel nacional, y subrayaron la prioridad de los PPIB en la asignación de recursos nacionales y en la búsqueda de asistencia financiera de parte de los asociados en el desarrollo. El apoyo de los países industrializados es importante para convertir los PNIMP y los PPIB en proyectos efectivamente ejecutados.

Quisiera también destacar algunas señales preocupantes para los países ACP en general, por donde en la novena reposición del Fondo Europeo de Desarrollo (FED-9) se ha asignado sólo el 6,5 por ciento de los fondos a la agricultura y el desarrollo rural, pese a que más de dos tercios de la población de los países ACP vive en zonas rurales y su vida depende del sector agrícola. Más aún, dentro del FED-9 sólo cuatro de los 78 países ACP incluyeron a la agricultura entre sus prioridades y sólo 15 indicaron el desarrollo rural. Creo de que las instituciones parlamentarias pueden jugar un papel alentando a los países ACP y sus asociados europeos a concentrarse no sólo en los sectores sociales y la infraestructura, sino también en sectores productivos como la agricultura que resultan esenciales para hacer sostenible la inversión social. Cabe señalar también que las sucesivas reposiciones del FED no han podido gastarse en su totalidad, por lo que sería posible disponer fondos para este sector. Un cambio positivo en ese sentido es claramente posible.

Quizás podría usted orientar sus esfuerzos a alentar a las instituciones europeas, así como a sus colegas parlamentarios en los países ACP, a adoptar legislación, orientar las opciones de políticas, aprobar presupuestos adecuados y ejercer su función de supervisión a fin de promover los programas de desarrollo agrícola. En el caso de Africa, ello implica la ejecución urgente del PGDAA y la asignación sostenida de recursos presupuestarios nacionales adecuados como se acordó en Maputo. La FAO está pronta a colaborar en ese sentido con agrupaciones e instituciones interparlamentarias, por ejemplo aprovechando seminarios, talleres y reuniones conjuntas para ilustrar a los legisladores y proporcionarles datos e informaciones sólidas que les permitan sostener en sus respectivas instituciones la causa en favor de una mayor prioridad y apoyo para el desarrollo agrícola y rural.

Creo sinceramente que, por esta vía, el Parlamento Europeo puede contribuir de manera efectiva a sacar a cientos de millones de pobres del hambre y la pobreza que constituyen su carga cotidiana.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a usted el testimonio de mi alta y distinguida consideración.

**Jacques Diouf**  
(Director General)





联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الاغذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1849

22.12.2006

Madam,

I have the honour to refer to the essential role that inter-parliamentary institutions, in particular from the developed world, are called to play in strengthening the agriculture and rural development efforts of the developing countries, in particular the members of the Africa, Caribbean and Pacific Group (ACP) and especially in Africa. When 70 percent of the poor in the developing world live in rural areas, agriculture and rural development become crucial for achieving meaningful, sustainable results in reducing poverty and improving food security for hundreds of millions of people.

The committed support of parliamentarians from both developing and developed countries, and in particular from European countries, was instrumental in the success of the World Food Summit held in Rome in 1996 and the World Food Summit five years later, in 2002. Their participation in the various activities of both Summits, as well as the joint meeting on food security with the Inter-Parliamentary Union and the meetings on this subject of the relevant commissions of the European Parliament and of the ACP-EU Parliamentary Assembly, have done much to increase awareness and political will.

The dramatic images broadcast every day by the media bear witness to the lack of livelihood opportunities in the vast rural areas of Africa and many ACP countries, with serious consequences like the rising tide of illegal emigration towards the developed world, often under desperate conditions. Yet in all ACP countries, both domestic and external resource allocations for agriculture fall far short of what is needed to achieve the Millennium Development Goal of reducing hunger and poverty.

I am therefore appealing to you to explore possible avenues for further engaging parliamentarians in active advocacy and support for agriculture and rural development in the ACP countries, particularly in Africa. Members of Parliament are uniquely well placed to encourage governments to increase their support to agriculture and rural development in those regions. Moreover, interaction with the ACP parliaments could be instrumental in helping them to ensure, within their policy oversight role, that adequate attention is given to this crucial sector.

/..

The Honourable  
Ms Glenys Kinnock  
Co-President  
ACP-EU Joint Parliamentary Assembly  
Brussels

In Africa, the Heads of State and Government, at their Summit in Maputo in July 2003, adopted a declaration calling for the urgent implementation of the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) under the New Partnership for Africa's Development (NEPAD). To implement it, Africa needs increased resources to supplement its own commitment to achieve a 10 percent allocation of national budgets to agriculture by 2008. Since 2002, FAO has assisted 51 African countries in preparing National Medium-Term Investment Programmes (NMTIPs) and related Bankable Investment Project Profiles (BIPPs) with a total investment of some US\$9.6 billion. At the African Union Summit, held in Banjul in July 2006, the Heads of State and Government endorsed the NMTIPs and BIPPs, reaffirmed their central role in implementing the CAADP at country level, and stressed the priority of the BIPPs in the allocation of domestic resources and in seeking financial assistance from development partners. The support of industrialized countries is important to translate these NMTIPs and BIPPs into actually implemented projects.

Allow me to also highlight some worrying signals for the ACP countries in general, where the ninth replenishment of the European Development Fund (EDF9) allocated only 6.5 percent to agriculture and rural development, despite the fact that over two-thirds of the ACP population live in rural areas and depend on agricultural sector for their livelihood. Moreover, under EDF9, only four of the 78 ACP countries prioritized agriculture and only 15 prioritized rural development. I believe that parliamentary institutions can play an active role in encouraging the ACP countries and their European partners to focus not only on social sectors and infrastructure, but also on productive sectors, like agriculture, that are essential to sustain social investment. I should also note that repeated replenishments of the EDF are unable to be fully spent and funding could therefore be made available for this important sector. A positive change is clearly possible.

You may wish to direct efforts at encouraging European institutions, but also fellow parliamentarians in the ACP states, to adopt legislation, guide policy choices, approve adequate budgets, and exercise oversight to foster agricultural development programmes. In the case of Africa, this would mean urgent implementation of the CAADP and sustained allocation of adequate national budgets as agreed upon in Maputo. FAO is ready to cooperate with inter-parliamentary groups and institutions in this regard, for example, by taking advantage of seminars, workshops and joint meetings to brief the legislators and provide them with solid information and data to sustain the case for greater priority and increased support for agriculture and rural development in their respective institutions.

I believe that, in this way, the ACP-EU Joint Parliamentary Assembly would effectively contribute to uplifting hundreds of millions of the poor out of the hunger and poverty that is their daily lot.

Yours sincerely,

**Jacques Diouf**  
(Director-General)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الغذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1850

22.12.2006

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer au rôle essentiel que les institutions interparlementaires, particulièrement celles du monde développé, sont appelées à jouer pour renforcer les efforts en matière de développement agricole et rural entrepris par les pays en développement, notamment les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et en particulier en Afrique. Lorsque 70 pour cent des pauvres des pays en développement habitent dans les zones rurales, le développement agricole et rural devient primordial pour obtenir des résultats durables et significatifs dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire pour des centaines de millions de personnes.

Le soutien engagé des parlementaires, aussi bien des pays en développement que des pays développés, et en particulier des pays européens, a contribué en mesure importante au succès du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996 ainsi qu'au Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, en 2002. Leur participation aux diverses activités des deux Sommets, ainsi que la réunion conjointe sur la sécurité alimentaire avec l'Union interparlementaire et les réunions sur ce sujet des commissions pertinentes du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire conjointe ACP-UE ont fait beaucoup pour augmenter la sensibilisation et la volonté politique.

Les images dramatiques que diffusent chaque jour les médias témoignent du manque d'opportunités en matière de moyens de subsistance dans des vastes zones rurales d'Afrique et dans beaucoup de pays du groupe ACP, avec de graves conséquences telles que la vague croissante d'émigration illégale vers le monde développé, souvent dans des conditions désespérées. Cependant, dans la plupart des pays ACP, les ressources destinées à l'agriculture, autant internes qu'externes, sont largement insuffisantes pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire en matière de réduction de la faim et de la pauvreté.

Je me permets par conséquent de vous inviter à étudier de possibles moyens d'engager davantage les parlementaires dans un soutien actif au développement agricole et rural dans les pays ACP, et en particulier en Afrique. Les parlementaires se trouvent dans une position privilégiée pour encourager les gouvernements à redoubler leur soutien au développement agricole et rural dans ces régions. Par ailleurs, l'interaction avec les parlements des pays ACP pourrait les aider à assurer, dans le cadre des fonctions de contrôle des organes parlementaires, que ce secteur vital reçoive l'attention nécessaire.

./..

Monsieur René Radembino-Coniquet  
Co-Président  
Assemblée parlementaire conjointe ACP-EU  
Bruxelles

En Afrique, les Chefs d'Etat et de Gouvernement, réunis au Sommet de Maputo en juillet 2003, ont adopté une déclaration qui appelle à la mise en œuvre urgente du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Pour sa mise en œuvre, l'Afrique a besoin de ressources accrues comme complément à son propre engagement de porter la part des budgets nationaux destinée à l'agriculture à 10 pour cent d'ici à 2008. Depuis 2003, la FAO a aidé 51 pays africains à préparer des Programmes nationaux d'investissement à moyen terme (PNIMT) et des Profils de projets d'investissement bancables (PPIB) pour un volume d'investissement de l'ordre de 9,6 milliards de dollars EU. Au Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Banjul en juillet 2006, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont approuvé les PNIMT et les PPIB, ratifié leur rôle central dans la mise en œuvre du PDDAA et souligné la priorité des PPIB dans l'allocation des ressources nationales ainsi que dans la recherche d'assistance financière par les partenaires au développement. Le soutien des pays industrialisés est important pour pouvoir convertir les PNIMT et les PPIB en projets en exécution.

Permettez-moi également de souligner quelques signes inquiétants pour l'ensemble des pays ACP, car le neuvième réapprovisionnement du Fonds européen pour le développement (FED9) n'a destiné que 6,5 pour cent des ressources à l'agriculture et au développement rural, en dépit du fait que plus des deux tiers de la population des pays ACP en dépend pour sa survie. Seul quatre des 78 pays ACP ont indiqué l'agriculture comme priorité dans le cadre du FED9, et 15 seulement y ont placé le développement rural. Je considère que les institutions parlementaires peuvent jouer un rôle actif pour encourager les pays ACP et leurs partenaires européens à se concentrer non seulement sur le secteur social et les infrastructures, mais aussi sur les secteurs productifs comme l'agriculture, qui sont essentiels pour assurer la durée des investissements sociaux. Je souhaiterais également remarquer qu'à plusieurs reprises les réapprovisionnements du FED n'ont pas réussi à déboursier la totalité des ressources, et par conséquent des financements pourraient encore être mis à disposition pour cet important secteur. Un changement dans la bonne direction est clairement possible.

Vous pourriez encourager les institutions européennes, mais aussi vos collègues parlementaires dans les pays ACP, à adopter des mesures législatives, à orienter les options en matière de politiques, à approuver des budgets adéquats et à exercer leur fonction de contrôle afin de donner une impulsion aux programmes de développement agricole. Dans le cas de l'Afrique, cela signifie la mise en œuvre urgente du PDDAA et l'allocation de ressources budgétaires adéquates tel que décidé à Maputo. La FAO est prête à collaborer à ce propos avec les institutions et groupements interparlementaires, par exemple à l'occasion de séminaires, d'atelier et de réunions conjointes qui permettraient d'informer les législateurs et leur fournir des renseignements et des données solides pour défendre au sein de leurs institutions respectives la cause d'une plus grande priorité et un plus grand soutien à l'agriculture et au développement rural.

Je suis convaincu que, de cette façon, le Parlement ACP-EU pourrait contribuer effectivement à soulager des centaines de millions de personnes de la faim et la pauvreté qui sont leur sort quotidien.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

**Jacques Diouf**  
(Directeur général)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الاغذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1849

22.12.2006

Madam,

I have the honour to refer to the essential role that inter-parliamentary institutions, in particular from the developed world, are called to play in strengthening the agriculture and rural development efforts of the developing countries, in particular the members of the Africa, Caribbean and Pacific Group (ACP) and especially in Africa. When 70 percent of the poor in the developing world live in rural areas, agriculture and rural development become crucial for achieving meaningful, sustainable results in reducing poverty and improving food security for hundreds of millions of people.

The committed support of parliamentarians from both developing and developed countries; and in particular from European countries, was instrumental in the success of the World Food Summit held in Rome in 1996 and the World Food Summit five years later, in 2002. Their participation in the various activities of both Summits, as well as the joint meeting on food security with the Inter-Parliamentary Union and the meetings on this subject of the relevant commissions of the European Parliament and of the ACP-EU Parliamentary Assembly, have done much to increase awareness and political will.

The dramatic images broadcast every day by the media bear witness to the lack of livelihood opportunities in the vast rural areas of Africa and many ACP countries, with serious consequences like the rising tide of illegal emigration towards the developed world, often under desperate conditions. Yet in all ACP countries, both domestic and external resource allocations for agriculture fall far short of what is needed to achieve the Millennium Development Goal of reducing hunger and poverty.

I am therefore appealing to you to explore possible avenues for further engaging parliamentarians in active advocacy and support for agriculture and rural development in the ACP countries, particularly in Africa. Members of Parliament are uniquely well placed to encourage governments to increase their support to agriculture and rural development in those regions. Moreover, interaction with the ACP parliaments could be instrumental in helping them to ensure, within their policy oversight role, that adequate attention is given to this crucial sector.

./..

The Honourable  
Ms Gertrude Ibengwe Mongella  
President  
Pan-African Parliament  
Brussels

In Africa, the Heads of State and Government, at their Summit in Maputo in July 2003, adopted a declaration calling for the urgent implementation of the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) under the New Partnership for Africa's Development (NEPAD). To implement it, Africa needs increased resources to supplement its own commitment to achieve a 10 percent allocation of national budgets to agriculture by 2008. Since 2002, FAO has assisted 51 African countries in preparing National Medium-Term Investment Programmes (NMTIPs) and related Bankable Investment Project Profiles (BIPPs) with a total investment of some US\$9.6 billion. At the African Union Summit, held in Banjul in July 2006, the Heads of State and Government endorsed the NMTIPs and BIPPs, reaffirmed their central role in implementing the CAADP at country level, and stressed the priority of the BIPPs in the allocation of domestic resources and in seeking financial assistance from development partners. The support of industrialized countries is important to translate these NMTIPs and BIPPs into actually implemented projects.

Allow me to also highlight some worrying signals for the ACP countries in general, where the ninth replenishment of the European Development Fund (EDF9) allocated only 6.5 percent to agriculture and rural development, despite the fact that over two-thirds of the ACP population live in rural areas and depend on agricultural sector for their livelihood. Moreover, under EDF9, only four of the 78 ACP countries prioritized agriculture and only 15 prioritized rural development. I believe that parliamentary institutions can play an active role in encouraging the ACP countries and their European partners to focus not only on social sectors and infrastructure, but also on productive sectors, like agriculture, that are essential to sustain social investment. I should also note that repeated replenishments of the EDF are unable to be fully spent and funding could therefore be made available for this important sector. A positive change is clearly possible.

You may wish to direct efforts at encouraging European institutions, but also fellow parliamentarians in the ACP states, to adopt legislation, guide policy choices, approve adequate budgets, and exercise oversight to foster agricultural development programmes. In the case of Africa, this would mean urgent implementation of the CAADP and sustained allocation of adequate national budgets as agreed upon in Maputo. FAO is ready to cooperate with inter-parliamentary groups and institutions in this regard, for example, by taking advantage of seminars, workshops and joint meetings to brief the legislators and provide them with solid information and data to sustain the case for greater priority and increased support for agriculture and rural development in their respective institutions.

I believe that, in this way, the Pan-African Parliament would effectively contribute to uplifting hundreds of millions of the poor out of the hunger and poverty that is their daily lot.

Yours sincerely,

**Jacques Diouf**  
(Director-General)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الأمم  
المتحدة  
للزراعة  
والغذاء

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1850

22.12.2006

Madame la Vice-présidente,

J'ai l'honneur de me référer au rôle essentiel que les institutions interparlementaires, particulièrement celles du monde développé, sont appelées à jouer pour renforcer les efforts en matière de développement agricole et rural entrepris par les pays en développement, notamment les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et en particulier en Afrique. Lorsque 70 pour cent des pauvres des pays en développement habitent dans les zones rurales, le développement agricole et rural devient primordial pour obtenir des résultats durables et significatifs dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire pour des centaines de millions de personnes.

Le soutien engagé des parlementaires, aussi bien des pays en développement que des pays développés, et en particulier des pays européens, a contribué en mesure importante au succès du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996 ainsi qu'au Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, en 2002. Leur participation aux diverses activités des deux Sommets, ainsi que la réunion conjointe sur la sécurité alimentaire avec l'Union interparlementaire et les réunions sur ce sujet des commissions pertinentes du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire conjointe ACP-UE ont fait beaucoup pour augmenter la sensibilisation et la volonté politique.

Les images dramatiques que diffusent chaque jour les médias témoignent du manque d'opportunités en matière de moyens de subsistance dans des vastes zones rurales d'Afrique et dans beaucoup de pays du groupe ACP, avec de graves conséquences telles que la vague croissante d'émigration illégale vers le monde développé, souvent dans des conditions désespérées. Cependant, dans la plupart des pays ACP, les ressources destinées à l'agriculture, autant internes qu'externes, sont largement insuffisantes pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire en matière de réduction de la faim et de la pauvreté.

Je me permets par conséquent de vous inviter à étudier de possibles moyens d'engager davantage les parlementaires dans un soutien actif au développement agricole et rural dans les pays ACP, et en particulier en Afrique. Les parlementaires se trouvent dans une position privilégiée pour encourager les gouvernements à redoubler leur soutien au développement agricole et rural dans ces régions. Par ailleurs, l'interaction avec les parlements des pays ACP pourrait les aider à assurer, dans le cadre des fonctions de contrôle des organes parlementaires, que ce secteur vital reçoive l'attention nécessaire.

/..

Madame Elise Neloumsel Ndoadoumngue Loum  
Vice-présidente  
Parlement Panafricain  
Bruxelles

En Afrique, les Chefs d'Etat et de Gouvernement, réunis au Sommet de Maputo en juillet 2003, ont adopté une déclaration qui appelle à la mise en œuvre urgente du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Pour sa mise en œuvre, l'Afrique a besoin de ressources accrues comme complément à son propre engagement de porter la part des budgets nationaux destinée à l'agriculture à 10 pour cent d'ici à 2008. Depuis 2003, la FAO a aidé 51 pays africains à préparer des Programmes nationaux d'investissement à moyen terme (PNIMT) et des Profils de projets d'investissement bancables (PPIB) pour un volume d'investissement de l'ordre de 9,6 milliards de dollars EU. Au Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Banjul en juillet 2006, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont approuvé les PNIMT et les PPIB, ratifié leur rôle central dans la mise en œuvre du PDDAA et souligné la priorité des PPIB dans l'allocation des ressources nationales ainsi que dans la recherche d'assistance financière par les partenaires au développement. Le soutien des pays industrialisés est important pour pouvoir convertir les PNIMT et les PPIB en projets en exécution.

Permettez-moi également de souligner quelques signes inquiétants pour l'ensemble des pays ACP, car le neuvième réapprovisionnement du Fonds européen pour le développement (FED9) n'a destiné que 6,5 pour cent des ressources à l'agriculture et au développement rural, en dépit du fait que plus des deux tiers de la population des pays ACP en dépend pour sa survie. Seul quatre des 78 pays ACP ont indiqué l'agriculture comme priorité dans le cadre du FED9, et 15 seulement y ont placé le développement rural. Je considère que les institutions parlementaires peuvent jouer un rôle actif pour encourager les pays ACP et leurs partenaires européens à se concentrer non seulement sur le secteur social et les infrastructures, mais aussi sur les secteurs productifs comme l'agriculture, qui sont essentiels pour assurer la durée des investissements sociaux. Je souhaiterais également remarquer qu'à plusieurs reprises les réapprovisionnements du FED n'ont pas réussi à déboursier la totalité des ressources, et par conséquent des financements pourraient encore être mis à disposition pour cet important secteur. Un changement dans la bonne direction est clairement possible.

Vous pourriez encourager les institutions européennes, mais aussi vos collègues parlementaires dans les pays ACP, à adopter des mesures législatives, à orienter les options en matière de politiques, à approuver des budgets adéquats et à exercer leur fonction de contrôle afin de donner une impulsion aux programmes de développement agricole. Dans le cas de l'Afrique, cela signifie la mise en œuvre urgente du PDDAA et l'allocation de ressources budgétaires adéquates tel que décidé à Maputo. La FAO est prête à collaborer à ce propos avec les institutions et groupements interparlementaires, par exemple à l'occasion de séminaires, d'atelier et de réunions conjointes qui permettraient d'informer les législateurs et leur fournir des renseignements et des données solides pour défendre au sein de leurs institutions respectives la cause d'une plus grande priorité et un plus grand soutien à l'agriculture et au développement rural.

Je suis convaincu que, de cette façon, le Parlement Pan-Africain pourrait contribuer effectivement à soulager des centaines de millions de personnes de la faim et la pauvreté qui sont leur sort quotidien.

Veuillez agréer, Madame la Vice-présidente, l'assurance de ma haute considération.

**Jacques Diouf**  
(Directeur général)





联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الاعذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGR1 ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1850

22.12.2006

Monsieur le Vice-président,

J'ai l'honneur de me référer au rôle essentiel que les institutions interparlementaires, particulièrement celles du monde développé, sont appelées à jouer pour renforcer les efforts en matière de développement agricole et rural entrepris par les pays en développement, notamment les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et en particulier en Afrique. Lorsque 70 pour cent des pauvres des pays en développement habitent dans les zones rurales, le développement agricole et rural devient primordial pour obtenir des résultats durables et significatifs dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire pour des centaines de millions de personnes.

Le soutien engagé des parlementaires, aussi bien des pays en développement que des pays développés, et en particulier des pays européens, a contribué en mesure importante au succès du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996 ainsi qu'au Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, en 2002. Leur participation aux diverses activités des deux Sommets, ainsi que la réunion conjointe sur la sécurité alimentaire avec l'Union interparlementaire et les réunions sur ce sujet des commissions pertinentes du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire conjointe ACP-UE ont fait beaucoup pour augmenter la sensibilisation et la volonté politique.

Les images dramatiques que diffusent chaque jour les médias témoignent du manque d'opportunités en matière de moyens de subsistance dans des vastes zones rurales d'Afrique et dans beaucoup de pays du groupe ACP, avec de graves conséquences telles que la vague croissante d'émigration illégale vers le monde développé, souvent dans des conditions désespérées. Cependant, dans la plupart des pays ACP, les ressources destinées à l'agriculture, autant internes qu'externes, sont largement insuffisantes pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire en matière de réduction de la faim et de la pauvreté.

Je me permets par conséquent de vous inviter à étudier de possibles moyens d'engager davantage les parlementaires dans un soutien actif au développement agricole et rural dans les pays ACP, et en particulier en Afrique. Les parlementaires se trouvent dans une position privilégiée pour encourager les gouvernements à redoubler leur soutien au développement agricole et rural dans ces régions. Par ailleurs, l'interaction avec les parlements des pays ACP pourrait les aider à assurer, dans le cadre des fonctions de contrôle des organes parlementaires, que ce secteur vital reçoive l'attention nécessaire.

./..

Monsieur Théophile Nata  
Vice-président  
Parlement Pan-Africain  
Bruxelles

En Afrique, les Chefs d'Etat et de Gouvernement, réunis au Sommet de Maputo en juillet 2003, ont adopté une déclaration qui appelle à la mise en œuvre urgente du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Pour sa mise en œuvre, l'Afrique a besoin de ressources accrues comme complément à son propre engagement de porter la part des budgets nationaux destinée à l'agriculture à 10 pour cent d'ici à 2008. Depuis 2003, la FAO a aidé 51 pays africains à préparer des Programmes nationaux d'investissement à moyen terme (PNIMT) et des Profils de projets d'investissement bancables (PPIB) pour un volume d'investissement de l'ordre de 9,6 milliards de dollars EU. Au Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Banjul en juillet 2006, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont approuvé les PNIMT et les PPIB, ratifié leur rôle central dans la mise en œuvre du PDDAA et souligné la priorité des PPIB dans l'allocation des ressources nationales ainsi que dans la recherche d'assistance financière par les partenaires au développement. Le soutien des pays industrialisés est important pour pouvoir convertir les PNIMT et les PPIB en projets en exécution.

Permettez-moi également de souligner quelques signes inquiétants pour l'ensemble des pays ACP, car le neuvième réapprovisionnement du Fonds européen pour le développement (FED9) n'a destiné que 6,5 pour cent des ressources à l'agriculture et au développement rural, en dépit du fait que plus des deux tiers de la population des pays ACP en dépend pour sa survie. Seul quatre des 78 pays ACP ont indiqué l'agriculture comme priorité dans le cadre du FED9, et 15 seulement y ont placé le développement rural. Je considère que les institutions parlementaires peuvent jouer un rôle actif pour encourager les pays ACP et leurs partenaires européens à se concentrer non seulement sur le secteur social et les infrastructures, mais aussi sur les secteurs productifs comme l'agriculture, qui sont essentiels pour assurer la durée des investissements sociaux. Je souhaiterais également remarquer qu'à plusieurs reprises les réapprovisionnements du FED n'ont pas réussi à déboursier la totalité des ressources, et par conséquent des financements pourraient encore être mis à disposition pour cet important secteur. Un changement dans la bonne direction est clairement possible.

Vous pourriez encourager les institutions européennes, mais aussi vos collègues parlementaires dans les pays ACP, à adopter des mesures législatives, à orienter les options en matière de politiques, à approuver des budgets adéquats et à exercer leurs fonction de contrôle afin de donner une impulsion aux programmes de développement agricole. Dans le cas de l'Afrique, cela signifie la mise en œuvre urgente du PDDAA et l'allocation de ressources budgétaires adéquates tel que décidé à Maputo. La FAO est prête à collaborer à ce propos avec les institutions et groupements interparlementaires, par exemple à l'occasion de séminaires, d'atelier et de réunions conjointes qui permettraient d'informer les législateurs et leur fournir des renseignements et des données solides pour défendre au sein de leurs institutions respectives la cause d'une plus grande priorité et un plus grand soutien à l'agriculture et au développement rural.

Je suis convaincu que, de cette façon, le Parlement Pan-Africain pourrait contribuer effectivement à soulager des centaines de millions de personnes de la faim et la pauvreté qui sont leur sort quotidien.

Veillez agréer, Monsieur le Vice Président, l'assurance de ma haute considération.

**Jacques Diouf**  
(Directeur général)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الأمم المتحدة  
للزراعة  
والغذاء

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1849

22.12.2006

Sir,

I have the honour to refer to the essential role that inter-parliamentary institutions, in particular from the developed world, are called to play in strengthening the agriculture and rural development efforts of the developing countries, in particular the members of the Africa, Caribbean and Pacific Group (ACP) and especially in Africa. When 70 percent of the poor in the developing world live in rural areas, agriculture and rural development become crucial for achieving meaningful, sustainable results in reducing poverty and improving food security for hundreds of millions of people.

The committed support of parliamentarians from both developing and developed countries, and in particular from European countries, was instrumental in the success of the World Food Summit held in Rome in 1996 and the World Food Summit five years later, in 2002. Their participation in the various activities of both Summits, as well as the joint meeting on food security with the Inter-Parliamentary Union and the meetings on this subject of the relevant commissions of the European Parliament and of the ACP-EU Parliamentary Assembly, have done much to increase awareness and political will.

The dramatic images broadcast every day by the media bear witness to the lack of livelihood opportunities in the vast rural areas of Africa and many ACP countries, with serious consequences like the rising tide of illegal emigration towards the developed world, often under desperate conditions. Yet in all ACP countries, both domestic and external resource allocations for agriculture fall far short of what is needed to achieve the Millennium Development Goal of reducing hunger and poverty.

I am therefore appealing to you to explore possible avenues for further engaging parliamentarians in active advocacy and support for agriculture and rural development in the ACP countries, particularly in Africa. Members of Parliament are uniquely well placed to encourage governments to increase their support to agriculture and rural development in those regions. Moreover, interaction with the ACP parliaments could be instrumental in helping them to ensure, within their policy oversight role, that adequate attention is given to this crucial sector.

/..

The Honourable  
Dr Farhat Mohammed Lutfi Fathi  
Second Vice-President  
Pan-African Parliament  
Brussels

In Africa, the Heads of State and Government, at their Summit in Maputo in July 2003, adopted a declaration calling for the urgent implementation of the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) under the New Partnership for Africa's Development (NEPAD). To implement it, Africa needs increased resources to supplement its own commitment to achieve a 10 percent allocation of national budgets to agriculture by 2008. Since 2002, FAO has assisted 51 African countries in preparing National Medium-Term Investment Programmes (NMTIPs) and related Bankable Investment Project Profiles (BIPPs) with a total investment of some US\$9.6 billion. At the African Union Summit, held in Banjul in July 2006, the Heads of State and Government endorsed the NMTIPs and BIPPs, reaffirmed their central role in implementing the CAADP at country level, and stressed the priority of the BIPPs in the allocation of domestic resources and in seeking financial assistance from development partners. The support of industrialized countries is important to translate these NMTIPs and BIPPs into actually implemented projects.

Allow me to also highlight some worrying signals for the ACP countries in general, where the ninth replenishment of the European Development Fund (EDF9) allocated only 6.5 percent to agriculture and rural development, despite the fact that over two-thirds of the ACP population live in rural areas and depend on agricultural sector for their livelihood. Moreover, under EDF9, only four of the 78 ACP countries prioritized agriculture and only 15 prioritized rural development. I believe that parliamentary institutions can play an active role in encouraging the ACP countries and their European partners to focus not only on social sectors and infrastructure, but also on productive sectors, like agriculture, that are essential to sustain social investment. I should also note that repeated replenishments of the EDF are unable to be fully spent and funding could therefore be made available for this important sector. A positive change is clearly possible.

You may wish to direct efforts at encouraging European institutions, but also fellow parliamentarians in the ACP states, to adopt legislation, guide policy choices, approve adequate budgets, and exercise oversight to foster agricultural development programmes. In the case of Africa, this would mean urgent implementation of the CAADP and sustained allocation of adequate national budgets as agreed upon in Maputo. FAO is ready to cooperate with inter-parliamentary groups and institutions in this regard, for example, by taking advantage of seminars, workshops and joint meetings to brief the legislators and provide them with solid information and data to sustain the case for greater priority and increased support for agriculture and rural development in their respective institutions.

I believe that, in this way, the Pan-African Parliament would effectively contribute to uplifting hundreds of millions of the poor out of the hunger and poverty that is their daily lot.

Yours sincerely,

**Jacques Diouf**  
(Director-General)



联合国  
粮食及  
农业组织

FOOD AND  
AGRICULTURE  
ORGANIZATION  
OF THE  
UNITED NATIONS

ORGANISATION  
DES NATIONS  
UNIES POUR  
L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZACION  
DE LAS NACIONES  
UNIDAS PARA  
LA AGRICULTURA  
Y LA ALIMENTACION

منظمة  
الاعذية  
والزراعة  
للأمم  
المتحدة

Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy

Cables:  
FOODAGRI ROME

Telex: 625852 FAO I  
610181 FAO I

Facsimile: +39 0657053152

Telephone: +39 0657051

Our Ref.:

Your Ref.:

TCA-DG/06/1849

22.12.2006

Sir,

I have the honour to refer to the essential role that inter-parliamentary institutions, in particular from the developed world, are called to play in strengthening the agriculture and rural development efforts of the developing countries, in particular the members of the Africa, Caribbean and Pacific Group (ACP) and especially in Africa. When 70 percent of the poor in the developing world live in rural areas, agriculture and rural development become crucial for achieving meaningful, sustainable results in reducing poverty and improving food security for hundreds of millions of people.

The committed support of parliamentarians from both developing and developed countries, and in particular from European countries, was instrumental in the success of the World Food Summit held in Rome in 1996 and the World Food Summit five years later, in 2002. Their participation in the various activities of both Summits, as well as the joint meeting on food security with the Inter-Parliamentary Union and the meetings on this subject of the relevant commissions of the European Parliament and of the ACP-EU Parliamentary Assembly, have done much to increase awareness and political will.

The dramatic images broadcast every day by the media bear witness to the lack of livelihood opportunities in the vast rural areas of Africa and many ACP countries, with serious consequences like the rising tide of illegal emigration towards the developed world, often under desperate conditions. Yet in all ACP countries, both domestic and external resource allocations for agriculture fall far short of what is needed to achieve the Millennium Development Goal of reducing hunger and poverty.

I am therefore appealing to you to explore possible avenues for further engaging parliamentarians in active advocacy and support for agriculture and rural development in the ACP countries, particularly in Africa. Members of Parliament are uniquely well placed to encourage governments to increase their support to agriculture and rural development in those regions. Moreover, interaction with the ACP parliaments could be instrumental in helping them to ensure, within their policy oversight role, that adequate attention is given to this crucial sector.

/..

The Honourable  
Abdulrahman Omar Kinana  
Speaker  
East African Community  
(EAC) Parliament  
Arusha

In Africa, the Heads of State and Government, at their Summit in Maputo in July 2003, adopted a declaration calling for the urgent implementation of the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) under the New Partnership for Africa's Development (NEPAD). To implement it, Africa needs increased resources to supplement its own commitment to achieve a 10 percent allocation of national budgets to agriculture by 2008. Since 2002, FAO has assisted 51 African countries in preparing National Medium-Term Investment Programmes (NMTIPs) and related Bankable Investment Project Profiles (BIPPs) with a total investment of some US\$9.6 billion. At the African Union Summit, held in Banjul in July 2006, the Heads of State and Government endorsed the NMTIPs and BIPPs, reaffirmed their central role in implementing the CAADP at country level, and stressed the priority of the BIPPs in the allocation of domestic resources and in seeking financial assistance from development partners. The support of industrialized countries is important to translate these NMTIPs and BIPPs into actually implemented projects.

Allow me to also highlight some worrying signals for the ACP countries in general, where the ninth replenishment of the European Development Fund (EDF9) allocated only 6.5 percent to agriculture and rural development, despite the fact that over two-thirds of the ACP population live in rural areas and depend on agricultural sector for their livelihood. Moreover, under EDF9, only four of the 78 ACP countries prioritized agriculture and only 15 prioritized rural development. I believe that parliamentary institutions can play an active role in encouraging the ACP countries and their European partners to focus not only on social sectors and infrastructure, but also on productive sectors, like agriculture, that are essential to sustain social investment. I should also note that repeated replenishments of the EDF are unable to be fully spent and funding could therefore be made available for this important sector. A positive change is clearly possible.

You may wish to direct efforts at encouraging European institutions, but also fellow parliamentarians in the ACP states, to adopt legislation, guide policy choices, approve adequate budgets, and exercise oversight to foster agricultural development programmes. In the case of Africa, this would mean urgent implementation of the CAADP and sustained allocation of adequate national budgets as agreed upon in Maputo. FAO is ready to cooperate with inter-parliamentary groups and institutions in this regard, for example, by taking advantage of seminars, workshops and joint meetings to brief the legislators and provide them with solid information and data to sustain the case for greater priority and increased support for agriculture and rural development in their respective institutions.

I believe that, in this way, the East African Community (EAC) Parliament would effectively contribute to uplifting hundreds of millions of the poor out of the hunger and poverty that is their daily lot.

Yours sincerely,

**Jacques Diouf**  
(Director-General)